

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

(CCTP)

L'acheteur :

**CPAM DE L'ISERE
L'Assurance Maladie de l'Isère
38045 GRENOBLE**

Cahier des Clauses Techniques Particulières n°2024SAO001

**Accord-cadre relatif à la réalisation pour le compte de l'Assurance Maladie de l'Isère
d'examens périodiques en santé pour ses assurés**

**Appel d'offres ouvert en application des articles R2124-2 1°, R2161-2 à R2161-5 du
Code de la commande publique.**

Date et heure limites de remise des offres : 25/11/2024 à 16h00

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

1. - Objet du marché
2. - Contexte
3. – Description de la prestation
4. – Modalités de pilotage et de suivi de l'exécution

Article 1 - Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières concernent les prestations suivantes :

Accord-cadre relatif à la réalisation pour le compte de l'Assurance Maladie de l'Isère d'Examens Périodiques en Santé (EPS) pour ses assurés

Le contenu détaillé des prestations est précisé dans le présent CCTP et ses annexes.

La prestation comporte des examens de biologie médicale. Certains examens sont systématiques, d'autres modulés en fonction de critères prédéfinis ou induits par les résultats de certains examens.

Ces examens s'adressent en priorité aux populations en situation de précarité, notamment les populations suivantes :

- bénéficiaires du RSA et leurs ayants droit,
- Demandeurs d'emploi et leurs ayants-droit,
- jeunes de 16/25 en insertion et leurs ayants-droit,
- bénéficiaires de la CMU complémentaire/ Complémentaire Santé Solidaire
- personnes présentant un score Epice supérieur à 30.

Les examens pratiqués doivent être modulés en fonction du sexe, de l'âge et des facteurs de risque conformément aux référentiels établis par le CETAF et aux recommandations de l'HAS.

Le contenu de l'examen sera adapté en fonction de l'évolution de ces référentiels ou recommandations nationales.

Le prestataire s'engage à réaliser ces examens, à l'exclusion de toute médecine de soins, au profit des assurés de l'ensemble du département de l'Isère, dans les locaux adaptés mis à disposition par le prestataire pour l'Assurance Maladie de l'Isère.

Par ailleurs, **la CPAM de l'Isère se réserve le droit de collaborer avec les CPAM des départements limitrophes qui disposent d'un centre d'examen de santé**, afin de faciliter l'accès à l'Examen Prévention Santé aux Isérois des zones limitrophes des départements voisins.

Article 2 - Contexte

Les Centres d'Examen de Santé

Le réseau national des Centre d'Examen de Santé (CES) compte une centaine de structures réparties sur le territoire national. Ils sont rattachés soit à une Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) soit à une autre structure ayant passé une convention avec une ou plusieurs CPAM.

Les centres d'examens de santé du régime général de l'Assurance Maladie constituent un des leviers de l'action de prévention de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CNAM), en complément de l'action du corps médical, et notamment du médecin traitant.

En effet, les CES proposent des examens de prévention en santé aux assurés sociaux selon une périodicité adaptée à leur situation et coordonnent leurs actions dans le respect des engagements pris dans le cadre de la Convention d'Objectifs et de Gestion (COG) signée entre l'Etat et la CNAM pour la période 2023-2027.

Les centres d'examens de santé contribuent aux actions de prévention de l'Assurance maladie (dépistage, rattrapage vaccinal) et proposent des programmes d'éducation en santé.

Composés d'une équipe pluridisciplinaire médicale (médecins, dentistes), paramédicale (infirmiers) et d'une équipe administrative, les missions des centres d'examens de santé s'articulent autour de deux orientations majeures :

- Développer la prévention auprès des populations éloignées du système de santé ou fragilisées, ce qui implique un ciblage renforcé dans les actions d'invitation à la réalisation d'un examen de prévention en santé, mais aussi le développement de l'information et de l'accompagnement des personnes accueillies pour un meilleur usage de l'offre de soins et de la prévention ;
- Apporter un soutien au médecin traitant en matière de prévention et de prise en charge des pathologies chroniques au travers d'actions d'éducation en santé.

La Caisse primaire d'assurance maladie de l'Isère ne possède pas de centres d'examen de santé mais souhaite que des examens de prévention en santé, des examens individuels de prévention et des ateliers tabac soient réalisés dans son département. Aussi, l'organisme a décidé de confier la réalisation d'examens de prévention en santé, d'examens individuels de prévention et d'ateliers tabac au titulaire du présent marché pour ses bénéficiaires.

2-2-Le Centre Technique d'Appui et de Formation

Le Centre Technique d'Appui et de Formation (CETAF) a été créé à l'initiative de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie pour accompagner les Centres d'Examen de Santé dans leurs missions. Il assure la déclinaison opérationnelle des orientations stratégiques pour les centres d'examen de santé figurant dans la COG signée entre l'Etat et la Caisse Nationale d'Assurance Maladie.

A ce titre, il lui revient de :

- Proposer à la Caisse Nationale d'Assurance Maladie des plans d'action pour les centres d'examen de santé ainsi que des outils pour le suivi des activités qui en découlent.
- Assurer l'animation, la coordination et le soutien (technique, méthodologique et en formation) des centres d'examens de santé, nécessaires à la mise en œuvre opérationnelle des orientations nationales.

Il assure une veille sur les aspects scientifiques et réglementaires pouvant intéresser l'activité des centres d'examen de santé en lien avec les professionnels concernés (groupe métier biologistes et groupe métier médecins de centres d'examen de santé).

2-3-Allotissement

Le marché n'est pas alloti.

Article 3 – Description de la prestation

3-1-La réalisation des EPS

a. Présentation

Le contenu de l'examen périodique de santé est régi par un « Référentiel de pratique », édité par la CNAM, qui prend en compte les recommandations émises dans le domaine de la Prévention, notamment celles de la Haute Autorité de Santé (HAS). Les recommandations sont à considérer comme un guide pour l'action. Ce référentiel est annexé au présent CCTP (*annexe n°1 – Référentiel des pratiques de l'Examen Périodique de Santé*).

Le CETAF rédige et actualise les fiches techniques correspondant à ces recommandations. Chaque examen à effectuer et chaque problématique susceptible d'être rencontrée sont ainsi décrits de façon détaillée dans l'annexe n°1 du présent CCTP.

Les annexes au présent CCTP sont à jour à la date de publication du présent marché mais pourront être mises à jour par le Centre Technique d'Appui et de Formation en cours de marché. Les dernières versions en vigueur devront être prises en compte et respectées sur toute la durée du marché.

L'Examen de Prévention en Santé est un dispositif ouvert aux assurés sociaux du régime général et est totalement pris en charge par l'Assurance Maladie.

Les finalités de l'Examen de Prévention en Santé sont définies comme suit :

- **Permettre aux consultants de :**
 - Bénéficier d'actions de dépistage s'appuyant sur les recommandations actuelles ;
 - Faire le point sur sa santé en individuel (approche globale, médicale et éducative) en leur proposant le cas échéant une offre complémentaire fondée sur une approche éducative ;
 - S'inscrire ou se réinscrire dans un parcours de soins, coordonné par le médecin traitant ;
 - Bénéficier, en lien avec le médecin traitant et au regard des préconisations de l'examen de prévention en santé, d'orientations dans le système de santé pour des prises en charge médicales et/ou éducatives adaptées.
- **Permettre au médecin traitant de bénéficiaire :**
 - D'un éclairage complémentaire, notamment éducatif et préventif, sur l'état de santé et les habitudes de vie de son patient par une équipe pluri-professionnelle ;
 - D'un soutien dans l'orientation de son patient vers des prises en charge spécifiques notamment éducatives.

Les **populations cibles** sont les suivantes :

- ✚ Les populations ne bénéficiant pas d'un suivi médical régulier (médecine du travail, universitaire...) : personnes en recherche d'emplois, inactifs, jeunes sans emploi ;
- ✚ Le public correspondant à un indice supérieur ou égal à 30 du score EPICES (Evaluation de la précarité et des inégalités de santé dans les Centres d'examen de santé) ;
- ✚ Les jeunes retraités.

Cette liste de publics n'est pas limitative, elle est susceptible d'évoluer pendant la durée du marché.

Le volume prévisionnel de réalisation non contractuel est fixé par l'annexe n°1 au CCAP (intitulée Contrat d'orientations pluriannuelles du CES 2023_2027), laquelle constitue elle-même une annexe à la COG (Convention d'Objectifs et de Gestion) signée entre l'État et la CNAM (Caisse Nationale d'Assurance Maladie) pour la période 2023-2027.

Ce volume a été déterminé comme suit :

| EPS | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
|---|-------|-------|-------|---|
| Nombre d'EPS | 2 600 | 2 900 | 3 400 | Le nombre d'EPS pour l'année 2028 sera communiqué ultérieurement en fonction des objectifs fixés dans la prochaine COG. |
| Nombre d'EPS PRECAIRES | 1 820 | 2 030 | 2 380 | |
| Nombre d'EPS PRIMO CONSULTANTS Cet indicateur sera suivi sous réserve d'une solution pour les CES équipés de SAGES 2 | 2 080 | 2 320 | 2 720 | |

b. Utilisation de SAGES

Les données relatives à chaque consultant sont saisies dans le système national d'information des Centres d'Examen de Santé, SAGES (Système automatisé de gestion des examens de santé). Le

titulaire s'engage à respecter les prérequis techniques nécessaires au déploiement et à l'usage de SAGES. Les sous-traitants intervenants sur SAGES devront être déclarés et autorisés par la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Isère.

La Caisse Nationale d'Assurance Maladie s'engage à mettre à disposition le logiciel SAGES (dans les conditions de sécurité et de confidentialité imposée par la politique de sécurité) et à en assurer la maintenance évolutive ainsi que le support lié à son utilisation.

L'outil SAGES est susceptible d'évoluer pendant le déroulement du marché.

c. Biologie

Les examens de biologie pratiqués par le laboratoire (intégré à la structure choisie ou sous-traitant de celle-ci) doivent être conformes à la pratique et à la réglementation encadrant l'activité des laboratoires d'analyse médicale et répondre aux finalités définies dans le référentiel de pratiques de l'Examen de Prévention en Santé.

Le laboratoire qui réalise les examens biologiques doit se conformer aux directives techniques présentes et futures de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie :

- ✓ Se prêter aux différents contrôles de qualité réglementaires ou préconisés par la Caisse Nationale d'Assurance Maladie ;
- ✓ Utiliser les techniques ou les méthodes recommandées pour les Centres d'Examen de Santé par le Centre Technique d'Appui et de Formation des Centres d'Examens de Santé ;
- ✓ Fournir les éléments nécessaires à la sortie de statistiques sur les résultats des analyses et les populations ;
- ✓ Fournir une copie de l'accréditation réalisée par le Comité Français d'Accréditation (COFRAC).

d. Transmission des résultats

La transmission des résultats de l'examen de prévention en santé doit être effectuée conformément aux règles relatives au secret médical. Cette transmission est à la charge du titulaire et doit être conforme à *l'annexe n°1 du présent CCTP – Référentiel des pratiques de l'Examen Périodique de Santé* en vigueur.

La synthèse, le compte-rendu et les différents résultats sont transmis :

- Au consultant ;
- Au médecin traitant avec l'accord du consultant ou à tout autre médecin expressément désigné.

Le délai entre la réalisation d'un examen de prévention en santé et le rendu des conclusions devra être raisonnable et compatible avec l'état de santé du patient, conformément à *l'annexe n° 2 du présent CCTP – Référentiel de pratiques de l'EPS*. **Aussi, le candidat indiquera ce délai dans son offre.**

e. Petit-déjeuner

Après la prise de sang effectuée à jeun, la structure est tenue de proposer aux participants un petit-déjeuner (café, thé, lait, gâteaux...).

f. Déchets d'activité de soins

Le titulaire retenu veillera à l'élimination des déchets d'activité de soins, conformément aux articles R.1335-1 et R.1335-9 du Code de la santé publique et à l'arrêté du 7 septembre 1999 relatif aux modalités d'entreposage des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques. Elle conclura, à cet effet, une convention avec une société spécialisée, **dont une copie sera adressée à la CPAM de l'Isère.**

3-2-La réalisation des examens individuels de prévention

Le titulaire devra réaliser des examens individuels de prévention (EIP).

L'Examen Individuel de Prévention a pour objectif **d'accompagner les personnes à adopter des comportements favorables à leur santé dans le champ :**

- Des conduites addictives (tabac, alcool, cannabis...)
- De la nutrition
- De la vie affective et sexuelle
- Des dépistages organisés des cancers
- D'autres thématiques qui pourront être ajoutées en cours de marché. Dans ce cas, un avenant au marché sera réalisé, conformément aux modalités de l'article 10.2) b) du CCAP.

Ces Examens Individuels de Prévention seront réalisés après un Examen de Prévention en Santé ou sans réalisation d'un Examen de Prévention en Santé préalable.

Ils seront réalisés par du personnel paramédical principalement ou par du personnel formé à l'approche éducative et possédant des compétences et connaissances sur la thématique de l'Examen Individuel de prévention.

Ils pourront être réalisés en présentiel ou en distanciel.

Aucuns locaux ne sont mis à disposition par l'organisation pour la réalisation des examens individuels de prévention.

Le volume prévisionnel de réalisation non contractuel est fixé par l'annexe n°1 au CCAP (intitulée Contrat d'orientations pluriannuelles du CES 2023_2027) déjà citée.

Ce volume a été déterminé comme suit :

| EIP | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
|--------------|------|------|------|---|
| Nombre d'EIP | 100 | 150 | 200 | Le nombre d'EIP pour l'année 2028 sera communiqué ultérieurement en fonction des objectifs fixés dans la prochaine COG. |

3-3-La réalisation d'ateliers tabac

Le titulaire devra réaliser des ateliers tabac « Tabac, ici commencez à arrêter ».

Lors de ces ateliers d'aide au sevrage tabagique, une prescription de traitement de substitution nicotinique pourra être proposée.

Ces prestations seront réalisées par des professionnels de santé possédant un diplôme et pouvant prescrire ces substituts nicotiniques.

Le volume prévisionnel de réalisation non contractuel est fixé par l'annexe n°1 au CCAP (intitulée Contrat d'orientations pluriannuelles du CES 2023_2027) déjà citée.

Ce volume a été déterminé comme suit :

| Nombre d'ateliers tabac | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
|-------------------------|------|------|------|--|
| | 1 | 2 | 5 | Le nombre d'ateliers pour l'année 2028 sera communiqué ultérieurement en fonction des objectifs fixés dans la prochaine COG. |

3-4-Invitation des publics cible

La Caisse primaire d'assurance maladie de l'Isère détermine chaque année les populations susceptibles de bénéficier d'un examen de prévention en santé au cours de l'année à venir, compte tenu des dispositions de l'arrêté ministériel du 20 juillet 1992. Les prestations financées sont réalisées au bénéfice des ressortissants du régime général. **Il appartient au titulaire de vérifier les affiliations.**

Le ciblage de la population est opéré en partie par extraction du Fichier Assuré de la Caisse primaire d'assurance maladie de l'Isère. Les échanges de données nominatives se feront selon des modalités d'échanges sécurisés. Les invitations sont envoyées par le titulaire ou par l'intermédiaire de partenaires relais. Des stratégies de rappels par sms ou téléphone seront attentivement étudiées.

La promotion de cette offre est effectuée au nom de l'Assurance Maladie et porte le logo de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie.

Le titulaire du marché rendra compte à l'organisme du nombre d'invitations transmises et des canaux de communication utilisés (courrier, mail, téléphone) dans le cadre des comités de pilotage. A défaut de transmission de ces informations lors de ces comités, des pénalités pourront être appliquées conformément à l'article 8 du CCAP.

Le titulaire du marché adoptera une démarche d'invitation proactive en adaptant les canaux de communication aux différents publics.

Le candidat présentera dans son offre les modalités d'envoi des invitations et de rappels.

3-5-Information et accompagnement sur l'offre de prévention

Le titulaire devra développer l'information et l'accompagnement des personnes accueillies en lien avec les services de la Caisse primaire d'assurance maladie de l'Isère pour un meilleur usage de l'offre de soins et de prévention :

- Une coopération avec la mission accompagnement en santé (MISAS) est attendue. L'examen de prévention en santé et ses différents temps d'échanges constituent un moment privilégié pour aborder la question de l'effectivité des soins nécessaires.
Le soutien de la mission accompagnement santé porte l'accompagnement vers une couverture assurantielle complète, une aide à s'inscrire dans un parcours de soins qui se base en premier lieu sur le recours à un médecin traitant et sur l'aide à la levée des freins économiques à la bonne réalisation des soins.
Ainsi, le titulaire sera un détecteur privilégié de situations de renoncements et/ou de difficultés d'accès aux soins transmises à la mission accompagnement santé. Il sera un interlocuteur privilégié pour la réalisation d'un bilan de prévention pour les personnes accompagnées par la mission accompagnement santé.

Le titulaire du marché s'engage à rendre compte du nombre d'orientations proposées vers la MISAS dans un reporting mensuel à la CPAM de l'Isère. A défaut de transmission de cette information, des pénalités pourront être appliquées.

- Une participation aux actions d'information, de prévention et d'accompagnement personnalisées en lien avec le service prévention de l'organisme (dépistages organisés, programme SOPHIA, M'T dents, vaccinations, tabac...) est attendue. Le titulaire du marché participera à la promotion des campagnes de dépistage de l'Assurance maladie (dépistage des cancers, dispositif Sophia, programme M'T dents...).

Le partenariat avec les services de la Caisse primaire d'assurance maladie de l'Isère sera encouragé. Le titulaire du marché s'engage à rendre compte de ces différentes actions dans un reporting mensuel à l'organisme. A défaut de transmission de cette information, des pénalités pourront être appliquées.

- Une participation aux actions de lutte contre les inégalités de santé déployées par la caisse en articulation avec les partenaires locaux, notamment les exercices coordonnés et les professionnels de santé libéraux, et en cohérence avec les actions inscrites dans les contrats locaux de santé et dans les projets de santé des structures d'exercice coordonné est attendue.

Le titulaire du marché sera garant de l'accès aux Examens de prévention en santé des assurés éloignés des soins. Un diagnostic territorial sur la répartition géographique des Examens de prévention en santé et des lieux de vie des assurés qui réalisent un Examen de prévention en santé sera partagé à la mise en place du marché.

Dans le cadre des comités de pilotage, le titulaire du marché rendra compte à l'organisme des lieux de réalisation des Examens de prévention en santé et/ou des lieux de résidence des assurés. A défaut de transmission de cette information, des pénalités pourront être appliquées.

Le candidat présentera dans son offre les modalités qu'il mettra en place pour développer l'information et l'accompagnement sur l'offre de soins et de prévention.

3-6-Accompagnement vers les droits et les soins

Une orientation médicale, sociale ou médico-sociale est proposée si nécessaire et en conformité avec les suivis systématiques définis dans *l'annexe n°1 du présent CCTP*.

Cet accompagnement vers le système de santé s'effectue en lien avec les services de la CPAM de l'Isère.

3-7-Dépistage et prévention.

Le prestataire s'engage à réaliser la promotion des dépistages organisés des cancers auprès des populations des tranches d'âge considérées, en remettant des tests CCR et en proposant les frottis de dépistage du col utérin.

Il s'engage également à faire un retour quantitatif des frottis réalisés et des kits de dépistages CCR délivrés.

Le prestataire est également en charge de l'information sur les dispositifs Sophia Asthme et diabète, et sur l'examen bucco-dentaire pour les personnes concernées.

Plus généralement, il s'engage à délivrer les messages de Prévention adaptés à la situation du bénéficiaire de l'examen (tabac, addictions...)

3-8-Gestion des données – Protection des données personnelles

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie est le responsable de traitement des données personnelles mis en œuvre pour la réalisation des examens de prévention en santé au travers, notamment, de la mise à disposition de l'outil SAGES, le titulaire choisi agissant en qualité de prestataire de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie.

Le titulaire s'engage, de façon absolue, à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel ou tout sous-traitant, qu'elle aura préalablement déclaré, pour la réalisation des missions confiées :

- ✓ À respecter l'ensemble des obligations prévues par le Code de la santé publique ;
- ✓ À ce que la collecte des données serve les seules finalités déterminées dans le présent accord-cadre sans impliquer des données inadéquates, non pertinentes ou excessives au regard de ces finalités ;
- ✓ À ce que l'accès aux données soit strictement réservé aux personnes habilitées et à ce que les accès physiques ou informatiques à ces données répondent aux exigences imposées par l'état de l'art en termes de sécurité ;
- ✓ À ce que la conservation des données en dehors de SAGES soit limitée aux nécessités liées à la nature des données traitées ;
- ✓ À mettre en œuvre toutes les mesures techniques et d'organisation appropriées et à prendre toutes les précautions utiles pour la préservation de la sécurité des fichiers informatiques et notamment pour empêcher que les données qu'ils contiennent ne soient déformées, endommagées, altérées, perdues ou communiquées à des personnes non autorisées et pour éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données ;
- ✓ À réaliser, pendant l'exécution du marché, toutes les mises à jour du système SAGES et prendre toutes les mesures nécessaires pour se conformer aux règles plus restrictives qu'une législation relative à la protection de ces données pourrait imposer ;
- ✓ À ne pas exploiter ou utiliser les données pour le compte d'un tiers sans autorisation expresse de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie ;
- ✓ À ne pas céder ou transmettre les données à un tiers non autorisé.

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des instructions émises par la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Isère.

3-9-La formation

La Caisse primaire d'assurance maladie de l'Isère veillera à la formation des professionnels afin de garantir le respect des cahiers des charges définis par le CETAF. Ces formations seront de manière privilégiée coordonnées et dispensées par le CETAF. Le titulaire sera garant de la réalisation de l'ensemble des formations à caractère obligatoire identifiées par le CETAF et rendra compte de leur réalisation dans le cadre des comités de pilotage.

Dans le cas où les formations ne seraient pas réalisées des pénalités pourront être appliquées conformément à l'article 8 du CCAP.

Article 4 – Modalités de pilotage et de suivi de l'exécution

4-1-Comptabilité analytique

Le titulaire s'engage à mettre en place une comptabilité analytique, conforme aux directives de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie, établissant le coût des différentes unités d'œuvre : examens cliniques et paracliniques (audiométrie, biométrie, etc...) et gestion administrative. Ces directives seront fournies par la Caisse Nationale d'Assurance Maladie au titulaire du marché.

La comptabilité analytique permet notamment de constater le prix moyen du bilan de l'année en cours, ainsi que de déterminer le prix moyen prévisionnel pour l'exercice à venir. Elle constate et détermine aussi les prix des bilans modulés pour l'exercice en cours et l'exercice suivant.

4-2-Réunion de démarrage

Une réunion de démarrage se tiendra dans les locaux de l'organisme (2 rue des Alliés 38045 GRENOBLE Cedex 9) **fin janvier / début février**. La date exacte sera communiquée au titulaire du marché dans un délai raisonnable.

En cas d'absence du titulaire à la réunion de démarrage, des pénalités pourront être appliquées conformément à l'article 8 du CCAP.

4-3-Participation aux comités de suivi mensuels et comités de pilotage annuels

Le titulaire s'engage à participer aux comités de suivi réunissant la Caisse Primaire d'Assurance Maladie et la structure **une fois par mois**. Cette périodicité pourra être revue à la hausse ou à la baisse par l'organisme si cela est nécessaire.

Il s'engage également à participer à un comité de pilotage réunissant la Caisse Primaire d'Assurance Maladie et la structure **une fois par an**. Cette périodicité pourra être revue à la hausse ou à la baisse par l'organisme si cela est nécessaire.

Le titulaire s'engage à participer aux réunions nationales et régionales organisées par la Caisse Nationale d'Assurance Maladie, le Centre Technique d'Appui et de Formation des Centres d'Examen de Santé ou la cellule de coordination régionale de gestion du risque.

Durant ce comité de pilotage, le titulaire devra notamment rendre compte de différentes informations, selon les éléments indiqués dans le présent CCTP.

4-4-Suivi d'activité

Chaque mois, le titulaire fournit à l'organisme les statistiques d'activité, le nombre d'examens et de consultations effectués, la répartition par cible des examens (prioritaires, précaires, autres catégories de bénéficiaires).

Chaque trimestre, une ventilation du nombre d'examens, de la typologie des actes, des profils des consultants est renseignée.

Le candidat répondra aux exigences de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Isère en matière de statistiques grâce à l'utilisation des outils mis à disposition selon une fréquence convenue.

En fin d'année, une statistique d'activité générale doit être présentée à l'organisme et ce, avant le 30 janvier N+1, qui sera formalisé par la suite à travers un rapport d'activité.

Les statistiques ainsi établies doivent permettre au titulaire de tenir un tableau de bord de son activité.

A défaut de la fourniture des documents ci-dessus mentionnés, des pénalités pourront être appliquées conformément à l'article 8 du CCAP.

Le titulaire remonte les indicateurs demandés par la Caisse Nationale d'Assurance Maladie à l'aide de l'outil CESNET. Cet outil de reporting est mis en place par le CETAF et est accessible via Internet.

4-5-Rapport d'activité

Chaque année, avant le 30 Avril, le titulaire fournit à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie le rapport d'activité de l'exercice N-1 propre à la CPAM de l'Isère.

Celui-ci doit être conforme à la grille fournie au titulaire et doit permettre d'analyser :

- Les types de populations reçues : notamment proportion de personnes en situation de précarité, origine du recrutement, situation des consultants, évolution des types de population accueillie ;
- Les moyens humains et matériels du centre ;
- Les résultats comptables et financiers de l'exercice ;
- Les données médicales constatées lors des bilans, tant sur le plan comportemental (consommation d'alcool, de tabac, recours aux soins, etc...) qu'en termes de résultats des différents examens cliniques et para-cliniques. L'ensemble des données recueillies doit permettre de dresser un rapport médical de la population observée et de donner éventuellement des pistes pour engager des actions d'éducation pour la santé.

A ce dernier titre, une partie spécifique du rapport d'activité précise les actions engagées et les résultats obtenus.

En cas de retard dans la fourniture du rapport d'activité, des pénalités pourront être appliquées conformément à l'article 8 du CCAP.

4-7-Données épidémiologiques

Le titulaire s'engage à participer :

- Aux enquêtes épidémiologiques demandées par la Caisse Nationale d'Assurance Maladie et/ou le Centre Technique d'Appui et de Formation des Centres d'Examen de Santé ;
- Aux études demandées par la Caisse Primaire d'Assurance Maladie, notamment dans le cadre d'actions de prévention et d'éducation pour la santé communes menées par la Caisse Primaire d'Assurance Maladie et le Centre d'Examen de Santé.